

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

Tendre vers l'autonomie alimentaire

Mulhouse Alsace agglomération travaille sur son Projet alimentaire territorial depuis quatre ans. Baptisé « Soyons food », il a été validé le 27 septembre en conseil d'agglo et a été présenté cette semaine aux acteurs du territoire. Il peut désormais entrer dans une phase active de mise en œuvre.

L'objectif du Projet alimentaire territorial (PAT) de Mulhouse Alsace agglomération (M2A), en lien avec ses partenaires de tout le Sud Alsace, est de tendre vers l'autonomie alimentaire du territoire. En clair, promouvoir et favoriser les circuits courts dans le cadre d'une agriculture durable. Loïc Richard, vice-président de M2A à la transition environnementale qui porte le projet, en rappelle l'historique et les enjeux.

Local et durable

Depuis 2009, M2A a inscrit l'agriculture durable, c'est-à-dire locale et respectueuse de l'environnement, comme un axe fort de sa politique en matière de développement durable, et c'est aussi un levier pour la transition écologique inscrite dans son Plan climat. En effet, un tiers des émissions de gaz à effet de serre, responsables du changement climatique, sont liées à l'alimentation.

C'est d'ailleurs dans l'air du temps que les Français fassent attention à leur alimentation, de plus en plus enclins à consommer des aliments produits à proximité, des produits de saison, des produits bio, et pre-



Fabian Jordan, le président de M2A, signe la charte d'engagement des partenaires du PAT. Photo Marie NUSSBAUMER

nant en compte l'impact sur la santé et des préoccupations environnementales.

L'action de M2A en faveur de l'agriculture durable s'est donc traduite par le développement des circuits courts et de l'agriculture biologique et locale, pour des produits destinés à la vente au particulier ou à la restauration collective, et par une politique d'aide aux communes pour le maintien des terres agricoles.

En 2020, l'agriculture dans l'agglomération, c'était 38 % des terres, soit 14 000 hectares et près de 280 producteurs ; 93 % des surfaces agricoles sont destinées à la culture céréalière ; 84 % des terres agricoles sont dédiées à l'industrie et à l'élevage ; 33 fermes ou domaines sont engagés en bio et 22 % de hausse en un an (source : Bio en Grand Est

2020). Et ce projet de PAT a fait ressortir une vision commune qui a permis de lancer une démarche collective.

Ainsi, le PAT de M2A a été bâti avec une quinzaine d'acteurs impliqués : DRAAF, Collectivité européenne d'Alsace (CEA), Chambre d'agriculture Alsace, l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, Bio en Grand Est, Terre de liens, Ecooparc, Rhénamap et les services de la Ville de Mulhouse et de M2A ; et sur un socle de projets intégrateurs et fédérateurs comme La Brique 48, l'association Épices, la légumerie Terra Alter Est (lire par ailleurs).

Les objectifs du PAT sont de développer l'autonomie alimentaire du territoire et une agriculture à faible impact environnemental, locale, biologique ; de permettre l'accessibilité à tous à une alimentation sai-

ne et de qualité ; de développer l'emploi dans la filière alimentaire de proximité et de contribuer à une filière équitable.

Reconnu par le ministère de l'Agriculture avec en août dernier le renouvellement du label PAT de niveau 2, qui acte le contenu, l'extension de la gouvernance au Sud Alsace comme territoire pertinent en matière d'alimentation (après le niveau 1 obtenu en 2018), ce programme baptisé « Soyons food ! », entre dans une nouvelle phase active de mise en œuvre, dans le cadre d'une gouvernance partagée, avec des acteurs de la filière « Du champ à l'assiette », les institutions, la recherche, des élus.

Accompagner et faciliter

Le rôle de M2A consistera à coordonner et animer le Projet alimentaire territorial, à faciliter l'émergence des initiatives et accompagner les projets (conseils et financements), à sensibiliser et communiquer sur les circuits courts et porter des projets. Son programme d'actions s'articule autour de plusieurs axes : connaître le territoire, favoriser le changement des pratiques, soutenir le développement de filières, préserver les milieux.

Aujourd'hui, sur le territoire de M2A, l'accompagnement à l'agriculture durable, c'est 237 000 € d'aides versées depuis 2010, 1900 paniers distribués chaque semaine, 77 points de vente directe et 100 hectares de terres agricoles préservées depuis 2010.

Textes : Michèle MARCHETTI

Carlo Petrini : « Vous pouvez devenir un modèle pour l'Europe »

Carlo Petrini, journaliste, sociologue italien et président de mouvement Slow food (créé en défiance vis-à-vis des fast-foods, pour la sauvegarde de la biodiversité, la préservation de l'environnement et la juste rémunération des producteurs), était l'invité d'honneur de cette journée de lancement du Projet alimentaire territorial de M2A. Il a pris la parole en français pour souligner qu'il ne connaissait « pas beaucoup de lieux en Europe, où existe ce genre de pratique avec autant de partenaires ». Pour lui, ce PAT pourrait devenir « un modèle pour toute l'Europe ». Il rappelle qu'en « trois siècles, l'humanité a changé, basée sur une économie capitaliste considérant des ressources infinies. Mais depuis les années 1960, on a pris conscience des limites de ce modèle et de la situation environnementale désastreuse, pour laquelle l'alimentation est déterminante ». Il avance le chiffre de 34 % de la production de CO2 liés à l'agroalimentaire, contre 17 % pour les mobilités. Il regrette 34 % de gaspillage alimentaire et les millions d'hectares de terres et de litres d'eau utilisés pour cela, le contraste entre les millions de personnes qui souffrent de la faim et les millions atteintes de maladies liées à l'hyper-alimentation. Selon lui, « il faut changer de système, à partir de l'économie locale, pour que les populations soient protagonistes du changement - les producteurs et les consommateurs, ou plutôt les citoyens responsables, coproducteurs, pour résoudre les problèmes de prix de la nourriture qui baissent depuis cinquante ans parce qu'on confond valeur et prix. Il faut un prix juste qui prend en compte la matière, le transport, le travail. Le paysan est le seul producteur qui ne fixe pas ses prix, car c'est la grande distribution qui le fait et aujourd'hui Amazon... »

Et de conclure : « C'est ce qui est intéressant dans votre expérimentation qui veut changer à partir du local. Et ce qui est important, c'est la qualité de l'alimentation, que ce soit bon, propre et juste. C'est l'esprit de ce que vous avez à réaliser. Le temps de la compétitivité est terminé. C'est avec un esprit de coopération que vous relèverez le défi. »



Carlo Petrini intervient pour une alimentation saine, propre et juste. Photo DNA/M.M.

Transition agricole et attentes des consommateurs

Une table ronde a réuni des agriculteurs et le directeur du lycée agricole de Rouffach pour réfléchir à la transition agricole et aux nouvelles demandes des consommateurs.

Diversifier, relocaliser

Pour les agriculteurs, « tous les modèles ont de l'avenir : bio, traditionnel. Mais les agriculteurs sont en difficultés et la filière est à pérenniser ». Selon eux, « il faut diversifier la production et l'alimentation, relocaliser certaines cultures ». « Mais les agriculteurs se sont toujours adaptés aux évolutions du milieu, du climat. L'enjeu sera de s'adapter sans fragiliser les exploitations avec des outils économiques, avec un modèle économique viable, pour donner envie aux jeunes, s'ouvrir à ceux qui ne viennent pas du monde agricole, rendre les terres disponibles, aider à l'installation, travailler sur l'aspect formation. »

Le directeur du lycée agricole de Rouffach confirme que « les

nouvelles techniques sont intégrées aux parcours de formation ». Et les agriculteurs considèrent qu'il faut « reconnecter les producteurs des consommateurs éloignés par les filières longues, communiquer sur les circuits courts, les bonnes pratiques, les intermédiaires comme les abattoirs, les légumeries ». Selon eux, il faut faire savoir qu'il existe des leviers pour répondre aux nouvelles attentes de consommateurs : les fermes en ville, les fermes ouvertes, les fermes pédagogiques, internet...

Question du public : comment gérer la concurrence des pays qui ne sont pas soumis aux mêmes règles ? Toujours faire preuve de qualité, affirmer qu'on veut manger français, car l'acte d'achat doit aller au-delà du seul prix de vente. Mais les agriculteurs ont aussi besoin du soutien des collectivités à la diversification et aux circuits courts pour des consommateurs en demande de traçabilité pour le local et le bio, et l'assurance de la viabilité de leur exploitation.

Entreprendre. pour nourrir le territoire



Trois tables rondes ont permis aux acteurs du PAT d'échanger. Photo DNA/M.M.

Une deuxième table ronde a permis d'évoquer les étapes de la transformation, de la distribution et les moyens de rendre accessible une alimentation locale, saine et de qualité.

Ainsi, Ludovic Ferez, directeur de Terra Alter Est, a expliqué le fonctionnement de la légumerie de producteurs locaux, qui par ailleurs tourne avec du personnel en insertion. « Un maillon qui manquait sur le territoire, qui a atteint un équilibre en ce mois de septembre et n'est encore pas aujourd'hui à saturation. »

Et Lionel L'Haridon a parlé de la Brique 48, ce tiers-lieu de l'alimentation durable, dont « l'objectif est de faire en sorte que l'alimentation durable touche la restauration collective et que les circuits courts changent d'échelle ».

Ainsi, le chef de cuisine du collège de Wittenheim a évoqué son rôle d'apprentissage des ados, « formatés à la cuisine industrielle, même si on voit une différence entre ceux issus d'un milieu rural et ceux issus d'un milieu urbain », et l'équilibre permanent qu'il doit trouver entre son budget imposé et les prix des produits bio locaux.

Il a également été évoqué le lien entre alimentation et santé, avec par exemple les cantines dans les Ehpad, sujet qui aurait mérité une autre table ronde !

Une Marmite à projets

Leur principal frein est le manque de commandes, de volumes de produits locaux, de bio et de visibilité avec les agriculteurs. « Ce n'est pas presse-bouton. Il faut une logique de filière, ce doit être structurant. »

Et de souligner que le local crée des emplois directs et indirects et de même pour le bio, avec un emploi pour 25 hectares de céréales et 12 personnes pour 25 hectares dans une Amap... « Cela interpelle pour le territoire ! »

Pour conclure, Dominique Rivière (Ecooparc) a présenté la Marmite à projets de M2A, ce dispositif d'identification des projets et d'accompagnement des entrepreneurs qui veulent se lancer pour répondre aux nouvelles attentes des consommateurs, par une aide au montage de dossiers et la recherche de financements (renseignements : PAT@mulhouse-alsace.fr).

L'action des collectivités

La troisième table ronde a donné la parole aux élus pour évoquer leur action en faveur des projets alimentaires et agricoles du territoire.

Pour Denis Nass, vice-président du PETR (Pôle d'équilibre territorial et rural) du Pays du Sundgau et vice-président de la Chambre d'agriculture, le Sud Alsace est une « terre de production ». Il évoque les outils facilitateurs comme l'abattoir de Cernay et l'action de la Chambre d'agriculture pour accompagner les transformations d'exploitations, la formation, pour mutualiser les compétences et faire évoluer l'organisation territoriale.

Pour M2A, Loïc Richard, vice-président à la transition environnementale, cite l'action de l'agglo, avec ses deux secteurs tests, les collines autour de Rixheim pour l'eau, les haies, la biodiversité, et le bassin potassique, avec une production bio plus forte et la structuration de la filière céréales. Il annonce aussi que M2A veut créer des collaborations avec les territoires voisins, partager les équipements. Le comité de pilotage du PAT compte d'ailleurs également le Sundgau, le secteur de Saint-Louis et bientôt les vallées Thur-Doller.

Jean-Luc Schildknecht, maire

d'Illzach et vice-président de M2A, qui a classé des espaces verts en espaces naturels sensibles, explique que les élus veulent être des facilitateurs et se poser la question des enjeux sociétaux. Il évoque aussi des projets de fermes urbaines dans sa commune.

Maryvonne Bucher, adjointe au maire de Mulhouse, rappelle l'importance de l'eau de qualité comme celle de la cité du Bollwerk dans une alimentation saine et met en avant des projets dans la ville-centre, du maraîchage et des conversions en bio.

Les outils dont disposent les communes sont les clauses qui privilégient le bio dans la commande publique, le financement de l'accompagnement et au portage de projets, la libération du foncier, les obligations environnementales, mais aussi le soutien, les subventions, le conseil, la structuration des filières, la communication aux habitants.

Mais M2A a aussi lancé un concours d'aide à l'installation des nouveaux agriculteurs dans l'agglo depuis moins de cinq ans. Pré-candidatures jusqu'au 11 novembre, réception des candidatures finalisées au 1^{er} décembre, jury d'ici le 15 décembre, dotation de 5000 € (formulaire en ligne).



Plus d'une centaine de personnes ont assisté aux débats. Photo DNA/M.M.